

# Libertés fondamentales et droits de l'homme

Textes français  
et internationaux

*Jacques Robert*  
*Henri Oberdorff*



**MONTCHRESTIEN**

26, rue Vercingétorix, 75014 Paris

1989

## TABLE DES MATIÈRES

I. — Les sources fondamentales des droits de l'homme et des libertés publiques .....	13
A. — Les sources nationales .....	15
N° 1. — La déclaration des droits de l'homme et du citoyen du 26 août 1789 .....	15
N° 2. — Le préambule de la Constitution du 27 octobre 1946 .....	17
N° 3. — La Constitution du 4 octobre 1958 (extraits) .....	18
B. — Les sources internationales .....	25
• Les sources européennes .....	25
N° 4. — La Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales du 4 novembre 1950 .....	25
N° 4.1. — Le protocole additionnel à la Convention, du 20 mars 1952 .....	38
N° 4.2. — Le protocole n° 2 à la Convention, attribuant à la Cour européenne des droits de l'homme la compétence de donner des avis consultatifs, du 6 mai 1963 .....	39
N° 4.3. — Le protocole n° 3 à la Convention, modifiant les articles 29, 30 et 34 de la Convention, du 6 mai 1963 .....	41
N° 4.4. — Le protocole n° 4 à la Convention, reconnaissant certains droits et libertés autres que ceux figurant déjà dans la convention et dans le premier protocole additionnel, du 16 septembre 1963 .....	42
N° 4.5. — Le protocole n° 5 à la Convention, modifiant les articles 20 et 40 de la convention du 20 janvier 1966 .....	44

N° 4.6. — Le protocole n° 6 à la Convention, concernant l'abolition de la peine de mort, du 28 avril 1983 .....	46
N° 4.7. — Le protocole n° 7 à la Convention concernant la garantie collective de certains droits et libertés, du 22 novembre 1984 .....	47
N° 5. — La Convention européenne d'extradition du 13 décembre 1957 .....	52
N° 6. — La Charte sociale européenne du 18 octobre 1961 .....	63
N° 7. — Accord européen concernant les personnes participant aux procédures devant la commission et la Cour européenne des droits de l'homme du 6 mai 1969 .....	81
N° 8. — La Convention européenne pour la répression du terrorisme du 27 janvier 1977 .....	86
N° 9. — La Convention européenne pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel du 28 janvier 1981 .....	91
N° 10. — La Convention européenne sur le transfèrement des personnes condamnées du 21 mars 1983 .....	101
• Les sources internationales .....	111
N° 11. — Constitution de l'organisation internationale du travail du 28 juin 1919 (extraits) .....	111
N° 12. — La déclaration universelle des droits de l'homme du 10 décembre 1948 .....	113
N° 13. — La Convention des Nations Unies pour la prévention et la répression du crime de génocide du 9 décembre 1948 .....	118
N° 14. — La Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale du 7 mars 1966 .....	121
N° 14.1. — Déclaration d'acceptation du droit de recours individuel prévue à l'article 14 de la convention à compter du 15 août 1982 .....	133
N° 15. — Le pacte international relatif aux droits civils et politiques du 19 décembre 1966 .....	133
N° 15.1. — Protocole facultatif se rapportant au pacte international avec le texte de la réserve .....	151

N° 16. — Le pacte international relatif aux droits économiques sociaux et culturels du 19 décembre 1966 .....	154
N° 17. — La Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes du 1 <sup>er</sup> mars 1980	164
N° 18. — La Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels inhumains ou dégradants du 10 décembre 1984 .....	177
II. — Le régime juridique des libertés publiques .....	191
1. — La liberté individuelle et la sûreté personnelle .....	193
— L'autorité juridictionnelle .....	193
N° 19. — L'ordonnance du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature (extraits)	193
N° 20. — L'ordonnance du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature (extraits)	195
N° 21. — La loi n° 86-14 du 6 janvier 1986 fixant les règles garantissant l'indépendance des tribunaux administratifs (extraits) complétée par la loi 87-1127 du 31 décembre 1987 portant réforme du contentieux administratif .....	196
— Les contrôles d'identité .....	198
N° 22. — Code de procédure pénale de l'article 78.1 à 78.5	198
— La garde à vue .....	200
N° 23. — Code de procédure pénale : les dispositions concernant les crimes et flagrants délits (art. 63 à 65), l'enquête préliminaire (art. 77.78) et les commissions rogatoires (art. 154) et la lutte contre le terrorisme (art. 706.23) ..	200
— La détention provisoire .....	203
N° 24. — Code de procédure pénale : .....	203
• du contrôle judiciaire et de la détention provisoire, art. 137 .....	203
• de la détention provisoire art. 144 à 148.8 .....	203
• de l'indemnisation à raison de la détention provisoire art. 149 à 150 .....	208

• de l'exécution de la détention provisoire art. 714 à 718 .....	209
— L'exécution des peines privatives de liberté .....	209
N° 25. — Code de procédure pénale : art. 717 à 720.1 .....	209
— L'internement administratif des aliénés .....	211
N° 26. — Code de la santé publique : art. L. 343 et L. 344 .....	211
— Les attentats à la liberté .....	211
N° 27. — Code pénal : art. 114 à 122 .....	211
2. — L'égalité et la non-discrimination .....	214
— Les droits de la femme : l'égalité professionnelle .....	214
N° 28. — La loi n° 83-635 du 13 juillet 1983 portant modification du code du travail et du Code pénal en ce qui concerne l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes ..	214
N° 29. — Article 6 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires .....	222
N° 30. — Article 21 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État .....	223
— La non-discrimination raciale .....	223
N° 31. — Code pénal : art. 187.1, 416 et 416.1 .....	223
— Les droits de l'étranger .....	225
N° 32. — Code civil : art. 11 à 14 .....	225
N° 33. — Loi du 10 mars 1927 relative à l'extradition des étrangers .....	225
N° 34. — Ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945, modifiée par la loi n° 86-1025 du 9 septembre 1986, relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France .....	233
3. — Le respect de la vie privée .....	243
— Le principe du respect de la vie privée .....	243
N° 35. — Code civil : art. 9 .....	243

N° 36. — Code pénal, la répression des atteintes à la vie privée : art. 369 à art. 372 .....	243
— L'inviolabilité du domicile .....	245
N° 37. — Le principe : art. 76 de la Constitution du 22 frimaire an VIII .....	245
N° 38. — Code pénal : art. 184 .....	245
— Le régime des perquisitions et des visites domiciliaires .....	246
N° 39. — Code de procédure pénale, des crimes et délits flagrants : art. 56 à 59 .....	246
N° 40. — Code de procédure pénale, de l'enquête préliminaire : art. 76 .....	247
N° 41. — Code de procédure pénale, lutte contre le terrorisme : art. 706.24 .....	247
— Le secret professionnel, le secret de la correspondance .....	248
N° 42. — Code pénal le secret de la correspondance : art. 187 .....	248
N° 43. — Code pénal le secret médical : art. 378 .....	248
N° 44. — Code des postes et des télécommunications, le secret de la correspondance et des télécommunications et ses dérogations : art. L. 5, L. 6, L. 41 et L. 42 .....	249
— L'information des fichiers et les libertés .....	250
N° 45. — La loi 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique aux fichiers et aux libertés .....	250
4. — La liberté de conscience .....	262
— La séparation des églises et de l'État .....	262
N° 46. — La loi du 9 décembre 1905 concernant la séparation des églises et de l'État .....	262
N° 47. — La loi du 2 janvier 1907 concernant l'exercice des cultes .....	268
— L'objection de conscience .....	269
N° 48. — Le service des objecteurs de conscience, Code du service national : art. 116.1 à art. 116.8 .....	269
5. — La liberté de l'enseignement .....	271

— L'obligation scolaire .....	271
N° 49. — Articles 7 et 8 de la loi du 22 mai 1946 .....	271
— L'État et l'enseignement privé .....	271
N° 50. — Articles 1, 2 et 3 de la loi du 31 décembre 1959 sur les rapports entre l'État et les établissements d'enseigne- ment privés .....	271
N° 51. — Articles 27.3, 27.4 et 27.5 de la loi du 25 janvier 1985 modifiant et complétant la loi du 22 juillet 1983 et portant diverses dispositions relatives aux rapports entre l'État et les collectivités territoriales .....	272
— L'indépendance de l'enseignement supérieur .....	273
N° 52. — Article 57 de la loi du 26 janvier 1984 de l'enseigne- ment supérieur .....	273
6. — La liberté du corps .....	274
— La déontologie médicale, le comité consultatif national d'éthique .....	274
N° 53. — Le décret n° 79-506 du 28 juin 1979 portant code de déontologie médicale (extraits) .....	274
N° 54. — Le décret n° 88-132 du 23 février 1983 portant création d'un comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé .....	276
— L'interruption volontaire de grossesse .....	279
N° 55. — La loi n° 75-17 du 17 janvier 1975 relative à l'inter- ruption volontaire de grossesse .....	279
— La liberté corporelle et les progrès médicaux .....	285
N° 56. — La loi n° 76-1181 du 22 décembre 1976 relative aux prélèvements d'organes .....	285
N° 57. — Le décret n° 88-327 du 8 avril 1988 relatif aux activités de procréation médicalement assistée .....	286
N° 58. — La loi n° 88-1138 du 20 décembre 1988 relative à la protection des personnes qui se prêtent à des recherches biomédicales .....	288
— Le suicide .....	296

N° 59. — La loi n° 87-1133 du 31 décembre 1987 tendant à réprimer la provocation au suicide .....	296
7. — La liberté de la presse, de la communication audiovisuelle et des spectacles .....	297
— La liberté de la presse .....	297
N° 60. — La loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse (extraits) .....	297
N° 61. — La loi du 16 juillet 1949 sur les publications à la jeunesse (extraits) .....	306
N° 62. — La loi n° 86-897 du 1 <sup>er</sup> août 1986 portant réforme du régime juridique de la presse .....	307
— La liberté de communication .....	311
N° 63. — La loi n° 89-25 du 17 janvier 1989 modifiant la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication .....	311
N° 64. — La loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986, telle que modifiée par la loi n° 86-1210 du 27 novembre 1986 et par la loi n° 89-25 du 17 janvier 1989, relative à la liberté de communication .....	325
N° 65. — Les dispositions de la loi n° 82-652 du 29 juillet 1982 sur la communication audiovisuelle, maintenues en vigueur .....	368
— La liberté du spectacle .....	372
N° 66. — Ordonnance n° 45-2339 du 13 octobre 1945 relative aux spectacles (extraits) .....	372
N° 67. — Code de la cinématographie art. 19, 20 et 22 .....	374
N° 68. — Ordonnance du 5 janvier 1959 réglementant l'accès des mineurs à certains établissements .....	375
8. — Les droits des administrés face à l'administration .....	376
— Le médiateur de la République .....	376
N° 69. — La loi n° 73-6 du 3 janvier 1973 instituant un médiateur complétée par la loi n° 76-1211 du 24 décembre 1976 et par la loi n° 89-18 du 13 janvier 1989 .....	376
— La liberté d'accès aux documents administratifs .....	379

N° 70. — La loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 portant diverses mesures d'amélioration des relations entre l'administration et le public et diverses dispositions d'ordre administratif, social et fiscal .....	379
9. — Les libertés collectives .....	383
— La liberté d'association .....	383
N° 71. — La loi du 1 <sup>er</sup> juillet 1901 relative au contrat d'association (extraits) .....	383
N° 72. — La loi du 10 janvier 1936 sur les groupes de combat et milices privées (extraits) .....	385
— La liberté de réunion .....	386
N° 73. — La loi du 30 juin 1881 sur les réunions publiques .....	386
N° 74. — La loi du 28 mars 1907 relative aux réunions publiques .....	387
— La liberté de manifestation .....	387
N° 75. — Décret-loi du 23 octobre 1935 portant réglementation des mesures relatives au renforcement du maintien de l'ordre public .....	387
N° 76. — Des attroupements, ordonnance n° 60-529 du 4 juin 1960 .....	388
N° 77. — Article 92 de la loi du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétence entre les communes, les départements, les régions et l'État, consacré à la responsabilité de l'État .....	390
— La liberté syndicale .....	390
N° 78. — Code du travail : articles L. 412-1 et L. 412-2 ..	390
— Le droit de grève .....	391
N° 79. — Code du travail : article L. 521-1 .....	391
N° 80. — Art. 10 de la loi du 13 juin 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires .....	391
N° 81. — Loi du 31 juillet 1963 relative à certaines modalités de la grève dans les services publics .....	391
— La liberté du commerce et de l'industrie .....	392

N° 82. — Loi du 2-17 mars 1791 portant suspension et tous les droits d'aides de toutes les maîtrises et jurandes et établissement des droits de patente .....	392
— La démocratie locale .....	393
N° 83. — Le titre XI de la Constitution du 4 octobre 1958, consacré aux collectivités territoriales .....	393
N° 84. — Article 1 de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes des départements et des régions .....	393
10. — Les libertés publiques et les pouvoirs de crise ..	395
— Les pouvoirs de crise de la Constitution .....	395
N° 85. — Article 16 de la Constitution du 4 octobre 1958 ..	395
— L'état de siège .....	395
N° 86. — Articles 35 et 36 de la Constitution du 4 octobre 1958 .....	395
N° 87. — La loi du 9 août 1849 .....	396
— L'état d'urgence .....	398
N° 88. — La loi du 3 avril 1955 instituant un état d'urgence	398